Le pouvoir aux travailleurs

07 juillet 2018

N° 245

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

REFUSONS CETTE SOCIÉTÉ CAPITALISTE OÙ LA VIE DES TRAVAILLEURS ET DES POPULATIONS PAUVRES COMPTE SI PEU ! Page 3 - 4

POUR QU'IL N'Y AIT PLUS D'ACCIDENTÉS LAISSÉS POUR COMPTE ! Page 5 - 6

PORT-BOUET ABATTOIR : IL FAUT QUE NOUS LEUR DISIONS STOP À CES PRÉDATEURS ! Page 8

LE G5 SAHEL : UNE FORCE RÉGIONALE SUPPLÉTIVE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS Page 13

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- REFUSONS CETTE SOCIÉTÉ CAPITALISTE OÙ LA VIE DES TRAVAILLEURS ET DES POPULATIONS PAUVRES COMPTE SI PEU !.....	3 - 4
- SGTM, CHANTIER BAIE DE COCODY : LA LUTTE S'IMPOSE ! …….	5
- POUR QU'IL N'Y AIT PLUS D'ACCIDENTÉS LAISSÉS POUR COMPTE ! .	5 - 6
- KING IVOIRE : INSÉCURITÉ TOTALE ET MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL !…….	6 - 7
- COPACI : LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LE PATRON ……..	7
- LES GESTES HYPOCRITES D'ORANGE …….....	8
- PORT-BOUET ABATTOIR : IL FAUT QUE NOUS LEUR DISIONS STOP À CES PRÉDATEURS !……...	8
- MÉDECIN APRÈS LA MORT …….....	9
- L'OBSCURANTISME ET SES RAVAGES MORTELS	9
- SI DES PETITES FILLES SONT AGRESSÉES, C'EST DE LEUR FAUTE. QUELLE IDIOTIE ! …...	10
- LUTTE CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS : UN MANQUE DE VOLONTÉ POLITIQUE !…….	10
- HÔPITAL HOUPHOUËT BOIGNY: HÔPITAL MALADE ……	11
- POUR UNE FOIS QU'UNE VÉRITÉ SORT DE LA BOUCHE D'UN MARABOUT ……	11
- HALT AU RACKET DE LA CIE ! ……...	11 - 12
- LE G5 SAHEL : UNE FORCE RÉGIONALE SUPPLÉTIVE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ……	13

E d i t o r i a l

REFUSONS CETTE SOCIÉTÉ CAPITALISTE
OÙ LA VIE DES TRAVAILLEURS
ET DES POPULATIONS PAUVRES COMPTE SI PEU !

Le 13 juin dernier un bâtiment en pleine construction s'est effondré à Yamoussoukro entraînant la mort de 10 ouvriers et faisant une vingtaine de blessés. La propriétaire du bâtiment avait, parait-il, outrepassé l'arrêt des travaux ordonné par les autorités, assurée qu'elle était de l'appui d'un député qui aurait conçu le plan du bâtiment.

Malgré le scandale que cet accident tragique a provoqué dans l'opinion publique, ce n'est qu'une quinzaine de jours plus tard que la propriétaire a été interpelée. Quant au député, il est libre comme l'air. Il sera seulement auditionné ultérieurement à titre de « *simple témoin* ».

Il est fort douteux que ces riches aient à craindre pour leur peau. Tout au plus, ils paieront des avocats pour les défendre. Leur argent et leurs relations se chargeront du reste. C'est comme ça que ça se passe généralement.

Pour calmer les esprits, le gouvernement a distribué un million de francs à chaque famille ayant enregistré un mort et 100.000 Fr aux blessés. Pour les riches et pour le gouvernement qui les protège, la vie d'un travailleur ne vaut pas plus que ça !

Une semaine après cet accident, une vingtaine d'autres personnes ont trouvé la mort à Abidjan suite aux grosses pluies. Il s'agit principalement des membres de familles pauvres habitant des endroits dangereux de la capitale.

Comme c'est de tradition dans pareille cas, le gouvernement ainsi que quelques entreprises capitalistes comme Orange, ont apporté leur « *compassion* » aux sinistrés en distribuant un peu d'argent ou des choses comme des pates dentifrices et du savon.

Ce qu'attendent les familles sinistrées de la part des autorités publiques ce ne sont pas des gestes de compassion mais des vraies

solutions à long terme pour mettre fin à leurs calvaires à chaque saison des pluies.

Mais le gouvernement, au lieu de s'occuper des infrastructures nécessaires pour canaliser proprement les eaux de pluie afin d'éviter les catastrophes de ce genre, accuse au contraire les victimes de manquer de « *civisme* » en s'installant dans ces endroits insalubres et dangereux. Il a annoncé des « *mesures d'urgence de déguerpissement* », mais où veut-il que les populations pauvres aillent habiter ? Que fait-il pour les reloger dans de bonnes conditions, à l'abri des inondations et des éboulements? Alors, les responsables de cette situation sont d'abord ceux qui dirigent ce pays !

En effet, ils sont bien placés pour savoir que les populations pauvres qui s'installent ainsi dans ces endroits dangereux n'ont pas d'autres choix. Pour la simple raison que les riches et les capitalistes qui les exploitent payent des salaires qui ne leurs permettent pas de couvrir les frais de transport quotidien que cela nécessiterait s'ils habitaient loin de leur lieu de travail. Avec leurs salaires de misère, Ils ne peuvent pas payer un loyer dans les quartiers lotis car le montant dépasse de loin le revenu d'un travailleur.

Quand les travailleurs manifestent leur colère sur les chantiers de construction ou dans les usines pour avoir un meilleur revenu, ce sont ces mêmes autorités qui les enferment dans les commissariats, quand elles ne les envoient pas en prison ! Dans cette société capitaliste, ce sont les intérêts des riches qui priment sur ceux des pauvres. C'est à cette injustice de classe que les travailleurs devront un jour mettre fin pour qu'un jour ce soit les intérêts de la majorité qui priment sur ceux de la minorité de parasites et d'exploiteurs.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SGTM, CHANTIER BAIE DE COCODY : LA LUTTE S'IMPOSE !

Sgtm est une entreprise marocaine dans le BTP. C'est elle qui a l'exécution des travaux de réaménagement de la baie de Cocody. Ce grand projet qui coûtera une bagatelle de 260 milliards de francs CFA est financé en grande partie par le Maroc. Les conditions de travail sur ce site sont déplorables.

Cela fait presque deux ans que les travaux ont débuté et ils sont prévus pour durer entre 3 et 4 ans. Le travail consiste à draguer les dépôts dans la lagune et à remblayer les espaces à aménager. Ces travaux insalubres se font sans un équipement adapté pour les travailleurs. Nous respirons les odeurs nauséabondes des déchets des caniveaux des quartiers d'Abidjan qui viennent se déverser à cet endroit de la lagune. Il n'y a pas d'endroit aménagé pour s'abriter durant les heures de repos, pas de vestiaires. Même pour se nourrir, nous nous débrouillons comme nous pouvons, risquant chaque jour notre vie en traversant la voie express pour aller trouver de quoi manger dans la commune du plateau.

Quant au salaire, nous sommes dans notre grande majorité payés au salaire minimum du manœuvre. La direction édite des bulletins où il est marqué CDD alors que personne n'a signé de contrat.

C'est face à toutes ces conditions difficiles que nous avons trouvé nécessaire de nous organiser. Ensemble, nous pouvons essayer de changer le rapport de forces. C'est ainsi que le lundi 02 juillet, pour marquer notre mécontentement et surtout montrer au patron que nous sommes organisés, nous avons arrêté le travail durant une demi-heure. Voyant notre mécontentement, les responsables du chantier sont venus aux nouvelles. Nous avons alors délégué six d'entre nous pour rencontrer la direction et déposer la liste de nos revendications.

Nous avons repris le travail, contents de notre mobilisation. Mais nous continuons à nous encourager pour entraîner avec nous les collègues qui hésitent encore. C'est tous ensemble que nous pourrons faire céder la direction.

POUR QU'IL N'Y AIT PLUS D'ACCIDENTÉS LAISSÉS POUR COMPTE !

Un de nos camarades qui travaille à Rubino dans la Sous-Préfecture d'Agboville a été victime d'un accident de travail, il y a de cela un an et six mois. Il est employé dans une société chinoise chargée de faire le bitumage de la voie reliant Agboville à Rubino. Il raconte son histoire : « *je suis un chauffeur de citerne.*

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Le jour de mon accident, le travailleur chinois qui était chargé d'ouvrir l'eau pour remplir la bétonnière s'absentait. Alors il m'a demandé d'assurer son intérim afin de ne pas stopper le travail. Ainsi j'étais chargé d'ouvrir l'eau pour mouiller le ciment. Après ma mission, j'étais arrêté à côté de la citerne lorsque la machine qui venait récupérer le béton vint me coincer au réservoir du camion-citerne et me traina au sol. Mes deux pieds ont été touchés. Le pied droit fut broyé et le gauche cassé. Après l'accident, il n'y a pas eu de constat et la direction m'a conduit à l'hôpital de Rubino. Les médecins qui m'ont reçu ont très vite jeté l'éponge. Ainsi, on m'a conduit à Agboville .Dans cette ville, c'était la même situation. Alors j'ai été conduit au Centre Hospitalier Urbain de Yopougon (CHU).

La direction m'avait abandonné au CHU. Pour cela je n'ai pas reçu de soins adéquats. À force d'appeler la direction pour en savoir quelque chose sur mon sort, elle est venue me verser 300.000 francs en trois temps dans le même mois et m'a tourné ensuite dos. Depuis mon accident jusqu'à ce jour où je vous parle je ne perçois pas de salaire pour prétendre recevoir des soins. Normalement je devais être opérer des deux pieds. Tous mes enfants ont abandonné les études parce que je n'ai plus les moyens de payer.

C'est malheureusement ce qui arrive à tous les travailleurs chaque fois qu'il n'y a pas d'organisation entre nous pour défendre notre cause ».

Cette histoire révoltante montre à quel point la société capitaliste est inhumaine et que les travailleurs sont condamnés à s'unir pour faire valoir leurs droits les plus élémentaires. Ils ne pourront compter que sur leur force collective pour y parvenir.

KING IVOIRE :INSÉCURITÉ TOTALE ET MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL !

King Ivoire est une entreprise de vente de peinture et de fabrication de fer à béton ; elle est située à la zone industrielle de Yopougon non loin de la scierie de bois Yu-Yuan.

Dans cette entreprise de plus cent cinquante ouvriers, l'insécurité et les mauvaises conditions de travail sont perceptibles dans tous les coins. Les ouvriers n'ont pas de vêtements de travail convenables, pas de chaussures de sécurité comme il se doit. Chaussés seulement de simple paire de sandales, sans même de gants, certains tirent le fer qui sort du feu. D'autres manipulent de la ferraille rouillée sans porter de gants pour alimenter la fonderie. D'autres encore, découpent le fer au chalumeau sans aucune protection pour ramener les déchets de fer à des dimensions plus petites,

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

quand certains manipulent des marteaux qui pèsent peut-être 15 à 20 kg. Des barres de fer sont évacuées du point de fabrication au point de stockage, passant dangereusement par-dessus la tête des travailleurs. Tout cela se déroule dans un mouvement de va-et-vient et désordre permanent.

Les travailleurs n'ont aucun endroit pour se reposer et utilisent le même préau qui abrite les barres de fer. Certains s'allongent sur le fer déjà stocké et d'autres sur des planches usées ou à même le sol.

Un peintre a échappé à une électrocution grâce à la vigilance d'un autre ouvrier qui se trouvait à proximité. Il peignait des poteaux (piliers) au sein de l'usine. La Direction aurait dû d'abord isoler électriquement ces poteaux avant qu'un peintre, de surcroît venu de l'extérieur et ignorant complètement les dangers, puisse faire son travail.

C'est à peu près la même chose qu'on voit dans toutes les entreprises environnantes dans cette zone industrielle. La vie de l'ouvrier ne compte pas pour nos exploiteurs. Ils ont en commun leur volonté de tirer le maximum de profits sur notre santé, notre vie. Sachons nous aussi mettre en commun, entre travailleurs, notre force collective, par-delà nos corps de métiers et nos différents statuts pour exiger ensemble des mesures de sécurité et des meilleures conditions de travail pour tous.

COPACI : LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LE PATRON

Les travailleurs de COPACI viennent d'obtenir de leur patron une petite augmentation de salaire de 10.000 à 30.000 F et quelques équipements de sécurité : de nouvelles blouses et des chaussures de sécurité.

Depuis longtemps ils réclamaient des augmentations de salaire, plus de sécurité au travail, une couverture médicale et le respect de leur dignité. Mais tant que tout ça restait à l'état de doléance, le patron l'a totalement ignoré.

Lorsque les travailleurs ont commencé à s'organiser autour de leurs revendications et que la menace d'une grève est devenue imminente, là le patron s'est vu obligé de lâcher du lest pour calmer le jeu.

Les travailleurs ont obtenu quelques avantages, mais ils n'entendent pas s'arrêter là car il reste encore beaucoup à réclamer et ils savent que le patron, c'est comme une tortue, tant que y a pas le feu derrière, ça n'avance pas.

L E U R S O C I E T E

LES GESTES HYPOCRITES D'ORANGE

En versant quelques larmes de crocodile et en faisant quelques dons aux sinistrés des inondations, Orange espère peut-être faire oublier qu'elle gruge les utilisateurs de son réseau de téléphonie en amassant des centaines de millions de francs chaque jour auprès des abonnés sans satisfaire la qualité du service faute d'investissements adéquats. Assez d'hypocrisie !

PORT-BOUET ABATTOIR : IL FAUT QUE NOUS LEUR DISIONS STOP À CES PRÉDATEURS !

Depuis les inondations qui ont coûté la vie à une vingtaine de personnes, les destructions de quartiers pauvres ont repris de plus belle. Les riches ont pris prétexte de ces inondations pour chasser les pauvres de certains sites sur lesquels ils avaient des visées mais qu'ils n'osaient pas « *déguerpir* » de peur de la réaction de leurs habitants.

C'est ainsi que le 02 juillet dernier, le quartier Port-Bouet Abattoir a été détruit alors que ce site est tout sauf dans une zone à risque. Comme des voleurs, en pleine nuit, ils ont envoyé des corps habillés en grand nombre, des bulldozers et des camions pour que l'opération se déroule pendant que certains dormaient encore. Sans même leur laisser le temps de récupérer leurs affaires, les bulldozers sont entrés en action détruisant tout sur leur passage. Ceux qui tentaient de s'en approcher étaient dispersés à coup de gaz lacrymogène. Ainsi ont été jetés à la rue plus de 10.000 habitants installés sur ce site depuis plus de 30 ans pour les plus anciens. Hommes, femmes et enfants sont devenus des sans-abris et cela en pleine saison des pluies.

Ne sachant où aller, certains sinistrés ont trouvé refuge dans un cimetière situé dans les environs. D'autres moins résignés, pour signifier à ces autorités qu'elles ne pourront pas s'en prendre tout le temps aux pauvres sans réaction, ont manifesté leur colère. Certains locaux de la mairie ont été saccagés.

C'est dans ce genre de situation qu'on voit le vrai visage de nos gouvernants. Au-delà de toutes les démagogies et de toutes les paroles mielleuses qu'ils peuvent servir aux populations pauvres, là on voit réellement tout leur mépris et leur hargne. Trop c'est trop !

L E U R S O C I E T E

MÉDECIN APRÈS LA MORT

Du matériel de sauvetage a été présenté le 28 juin dernier à la télévision. Ce sont des véhicules de secours et d'assistance aux personnes en danger, des flotteurs pneumatiques, des tenues de sécurité, des appareils respiratoires, etc. Ça ressemble à du cinéma quand on sait que chaque année, les pluies font des morts.

Les autorités auraient pu anticiper en lançant de grands travaux d'assainissement et de drainage des eaux usées, le relogement des habitants des zones inondables et par l'achat de matériel de secours qui manque cruellement.

Mais au lieu de ça, elles se sont contentées de faire passer à travers les médias des communiqués qui ne leur coutent rien.

L'OBSCURANTISME ET SES RAVAGES MORTELS

Le 30 juin passé, une femme a été découverte morte, le sein tranché dans une sous préfecture de la ville de Sakassou. Dans la nuit du 24 au 25 juin, un homme assassinait une femme à la gare routière d'Abidjan-Niamey sous le prétexte que c'était une « *sorcière* ». Depuis le début de l'année, quelques cas de crimes rituels comme celui du petit Bouba mort, vidé de son sang ou de la fille de M'Bahiakro ont été perpétrés.

Tous ces faits sont possibles dans une société où, ceux qui ont de l'instruction sont parmi les premiers à véhiculer toutes sortes d'idées basées sur les croyances les plus sordides.

Il n'y a qu'à observer ce qui se passe dans les réseaux sociaux. Il ne manque pas de jour sans qu'on ne reçoive de mise en garde sur des gens prétendument capables de tuer à distance rien qu'en percevant le son d'une voix ou des imbécilités du même acabit !

Il en va de même sur les ondes de plusieurs radios où des émissions entières sont consacrées à des marabouts, guérisseurs, voyants, et autres « *prophètes* » qui promettent la fin de vos problèmes quels qu'ils soient grâce à leur prétendu pouvoir.

Alors, il ne faut pas s'étonner de voir de nos jours encore des crimes rituels qui datent des temps immémoriaux. Il y a ceux qui commanditent ces crimes et ceux qui le commettent moyennant une certaine somme. Ce sont assurément des gens dangereux qu'il faut mettre hors d'état de nuire car ils vont continuer à tuer des innocents. Mais ceux qui dans les média (radio, télé et journaux écrits) au lieu de dénoncer ces pratiques en font au contraire la publicité, sont aussi des salauds par leur complicité.

L E U R S O C I E T E

SI DES PETITES FILLES SONT AGRESSÉES, C'EST DE LEUR FAUTE. OUELLE IDIOTIE !

Dans le cadre de la commémoration de la journée de « *l'enfant africain* », une ONG a organisé une conférence publique sur le thème « *quelles stratégies pour lutter efficacement contre les violences sexuelles sur les petites filles* ».

Pour faire face aux cas de viols en recrudescence, il est conseillé aux filles de « *demeurer vigilantes et de ne se prévaloir d'aucune attitude et d'aucun comportement qui pourrait aiguiser la concupiscence des hommes* ».

Comme si c'était le comportement des filles qui aiguisaient les appétits de ces prédateurs violeurs. Dans des pays, où des femmes se voilent sous prétexte de ne pas tenter les hommes, il y a des viols.

Ce n'est pas tant la prétendue provocation des femmes, mais c'est plutôt la place indigne que la société leur assigne qui est la cause profonde des agressions qu'elles subissent.

Lutter contre les violences sexuelles, c'est éduquer la société sur le droit des femmes à disposer librement de leur corps. Les femmes doivent se battre partout dans le monde pour cela.

LUTTE CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS : UN MANOUE DE VOLONTÉ POLITIOUE !

Le cancer du col de l'utérus est le deuxième type de cancer le plus répandu après celui du sein mais la première cause de mortalité liée au cancer chez la femme en Côte d'Ivoire. Chaque année, ce sont plus de 1 000 nouveaux cas qui sont recensés. Combien d'autres meurent sans qu'on sache les causes cliniques de leurs décès ?

Dans 75% des cas, le cancer est diagnostiqué trop tard. Or, c'est un cancer guérissable s'il est dépisté à temps. Pourtant, la nouvelle méthode de dépistage au vinaigre fort (ou acide acétique) est moins chère et a prouvé son efficacité. Il ne tient donc qu'aux autorités d'avoir une politique de dépistage gratuite et massive de la population pour lutter efficacement contre ce fléau ! Mais ce n'est pas la priorité pour ceux qui dirigent ce pays.

L E U R S O C I E T E

HÔPITAL HOUPHOUËT BOIGNY: HÔPITAL MALADE

Depuis un certain temps, les autorités ont ordonné la fermeture de l'hôpital pour huit mois. Elles prétendent réhabiliter cette structure sanitaire qui est presque inexistante : manque de bâtiments, manque de personnel soignant et une insuffisance de matériel médical ; le peu qui existe est complètement vétuste et de mauvaise qualité. Avec deux conteneurs, un personnel très réduit, l'hôpital a l'allure d'un centre rural. Ce qui est aberrant, c'est que la population doit parcourir des kilomètres pour se faire soigner.

En plus de ce malaise, le personnel soignant resté sur place pour les urgences se livre à un racket sur les pauvres gens malades venus se faire soigner. Les frais de consultation s'élèvent à 2000 F sans reçu. De plus le coût des soins augmente sans cesse.

Tous ces aspects déplorables montrent une fois de plus que dans cette société capitaliste, les travailleurs et leurs familles qui habitent les quartiers pauvres ne comptent pas.

POUR UNE FOIS QU'UNE VÉRITÉ SORT DE LA BOUCHE D'UN MARABOUT …

Un Imam a été récemment arrêté par les renseignements généraux et cuisiné pendant plusieurs jours. Son « *crime* », c'est d'avoir osé, notamment critiqué les récents déguerpissements qu'il considère comme une destruction des maisons des pauvres au profit des riches. Qu'on soit marabout ou pas, toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire dans ce pays.

HALT AU RACKET DE LA CIE !

Les payements des factures d'électricité sont à chaque fois une occasion de faire la poche aux consommateurs. Quand nous recevons nos factures chaque deux mois, nous nous intéressons surtout à son montant total et à sa date limite de paiement. Pourtant en y regardant de plus près d'autres détails attirent l'attention.

Pour des factures domestiques de 5 à 10 ampères, en plus de payer les Kilowattheures (kWh) effectivement consommés, l'usager doit s'acquitter d'autres taxes en même temps : la prime fixe, la redevance RTI, l'électrification rurale, l'enlèvement des ordures ménagers et le timbre d'Etat.

L E U R S O C I E T E

Par exemple pour une famille ouvrière dont la consommation bimensuelle serait de 260 KWh, la facture de l'abonné s'élève autour de 23.500 F. Le consommateur avec les tranches de facturation en vigueur, paye autour de 20.000 F pour l'électricité effectivement utilisée. Pour les autres taxes, l'abonné déboursera donc environ 3500 francs de plus. Ce montant varie avec la consommation électrique. Ainsi, plus la facture grimpe, plus il payera de taxes.

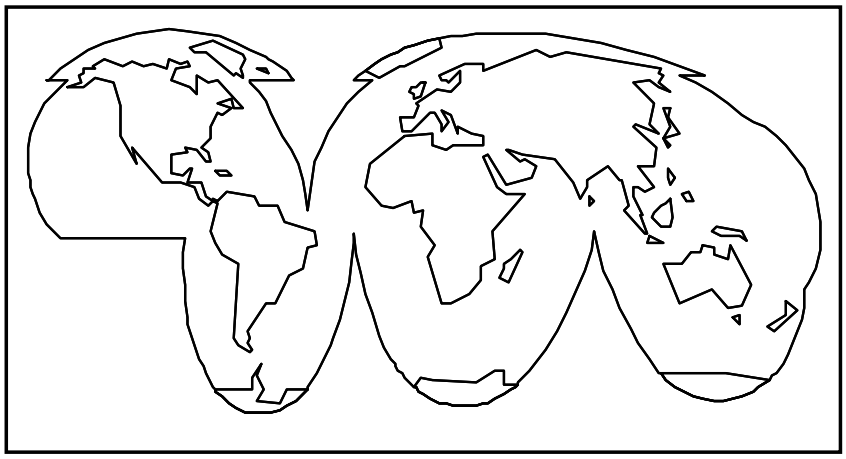
La ''prime fixe'' qui fait plus de la moitié de ce prélèvement reste complètement floue. On ne sait à quoi elle correspond concrètement. Elle est balancée comme ça sur la facture sans aucune explication. Pourquoi est-elle prélevée et à quoi sert-elle ?

La taxe « *rémunératoire enlèvement ordures ménagères* » est une arnaque. Elle est prélevée systématiquement alors que la plupart des ménages se débarrassent de leurs ordures à leurs propres frais parce que le service de la voirie est presqu'inexistant. L'État fait donc payer pour des services qu'il sait pertinemment qu'il n'est pas en mesure de fournir.

Quant à la redevance RTI, les usagers de la CIE sont contraints de financer la télé de propagande gouvernementale. C'est scandaleux !

Comme c'est une obligation de s'acquitter des factures de courant sous peine de coupure, l'Etat en profite pour faire la poche aux abonnés. Ce sont des dizaines de milliards qui sont ainsi prélevés annuellement. Qui a dit que c'est corps habillés et puis « *gnambro* » seuls qui étaient fort dans racket ?

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE G5 SAHEL : UNE FORCE RÉGIONALE SUPPLÉTIVE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

En 2014, avec le soutien de la France, cinq pays sahéliens (la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad) constituent une force militaire transfrontalière baptisée « *G5 Sahel* ». Aujourd'hui elle est composée de 5000 hommes. Officiellement son rôle est de mettre fin aux activités des groupes terroristes dans cette zone sahélienne en coopération avec les troupes françaises de l'opération Barkhane.

Tout dernièrement, le 2 juillet dernier, en marge du sommet de l'Union Africaine, les dirigeants de ces cinq pays se sont réunis à Nouakchott en compagnie d'Emanuel Macron. Il a été question de trouver des sources de financements à cette force, des hélicoptères, des armes, des centres de formation, etc. L'Union européenne, l'Arabie, Saoudite, les Etats-Unis ainsi que les cinq pays membres ont fait des promesses de financement. En tous cas, pour le moment cette force est loin d'être en mesure de remplacer l'opération Barkhane lancée en août 2014 par l'ancien président français François Hollande, à la suite de l'opération Serval et Epervier.

Jusqu'à présent, là où elle se distingue le plus c'est dans la terreur qu'elle sème au sein des populations. Elle se distingue aussi dans ses activités de traque des migrants qui essaient par exemple de transiter par la ville d'Agadez au Niger pour se diriger vers la Libye ou l'Algérie.

À cause de cette traque, les migrants prennent de plus en plus de risques en empruntant des pistes encore plus incertaines dans l'immensité sablonneuse et caillouteuse du désert. Les conséquences sont dramatiques car des véhicules se perdent en chemin et ne parviennent parfois jamais à destination, surtout lorsqu'il y a des vents de sable; les passagers meurent de faim et surtout de soif. La presse locale fait régulièrement écho des véhicules trouvés dans le désert avec des cadavres desséchés.

Cela fait aussi partie du rôle de gendarme que les dirigeants occidentaux dont ceux de l'impérialisme français voudraient assigner à leurs valets du G5 Sahel.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.